

**AFRICA  
FIRST!**

# NOTE D'ANALYSE

## L'Afrique d'abord ! Révolutionner la croissance

Jakkie Cilliers

L'Afrique a un potentiel extraordinaire en matière de croissance économique et de développement. Cependant, ses nombreux projets et ses nobles objectifs se traduisent rarement dans les faits. Dans son dernier livre, *Africa First!*, Jakkie Cilliers se penche sur la trajectoire actuelle de développement du continent et explique comment exploiter son potentiel. Il présente un scénario ambitieux mais réaliste à l'horizon 2040, qui prévoit des améliorations en matière de croissance économique, de revenu moyen et de réduction de la pauvreté. Cette note d'analyse en propose la synthèse.

## Principales conclusions

- ▶ Le continent connaît une large amélioration du bien-être humain, qui se reflète notamment dans les indicateurs de santé tels que la mortalité infantile et l'espérance de vie.
- ▶ Pour la plupart des autres indicateurs, tels que le revenu moyen, l'écart entre l'Afrique et le reste du monde se creuse, et s'accroît davantage sous l'impact de la COVID-19.
- ▶ Avec des prévisions de croissance économique moyenne de 4,3 % entre 2020 et 2040, l'Afrique accuse un retard encore plus important, alors que l'économie du continent devrait s'accroître de plus de 130 %.
- ▶ Les enjeux démographiques restent au cœur des mauvaises performances de l'Afrique et comptent parmi les facteurs les moins considérés dans les perspectives de développement du continent.
- ▶ La lenteur du développement du continent s'explique par la structure improductive des économies africaines.
- ▶ Les mauvaises performances agricoles et industrielles sont une autre cause du retard de la croissance de l'Afrique.
- ▶ D'ici 2040, l'Afrique peut améliorer sensiblement ses perspectives de croissance économique et de revenu moyen, et réduire la pauvreté et les inégalités.

## Recommandations

- ▶ La pandémie de COVID-19 souligne la nécessité d'investir dans l'amélioration des soins de santé et des infrastructures de base.
- ▶ L'Afrique doit saisir l'opportunité qu'offrent les énergies renouvelables et la promesse de la quatrième révolution industrielle pour améliorer rapidement sa productivité, sa croissance et créer beaucoup plus d'emplois.
- ▶ Les gouvernements africains doivent comprendre et définir le rôle du secteur privé, l'importance du commerce, des investissements directs étrangers et la contribution des partenaires au développement.
- ▶ Pour relever les défis simultanés de la démocratisation et du développement, il faut des dirigeants politiques expérimentés qui représentent une jeunesse africaine dotée d'une conscience technologique et sociale.
- ▶ L'industrie manufacturière reste très importante pour l'Afrique, car elle facilite et encourage la productivité du secteur agricole et le développement de services haut de gamme qui tirent la croissance vers le haut, tels que les produits financiers.
- ▶ L'Afrique doit réduire ses taux de fertilité et procéder à une urbanisation plus rapide mais planifiée. Une urbanisation productive nécessite d'investir dans les infrastructures de base telles que le revêtement des chaussées et les réseaux d'eau, d'assainissement et d'électricité dès les premiers stades de la croissance urbaine.
- ▶ Les pays africains ont besoin de dirigeants responsables et honnêtes qui respectent le nombre de mandats inscrit dans leur constitution et qui se tournent vers l'avenir, et non vers le passé.

« Une feuille de route qui pourrait transformer le potentiel de l'Afrique en prospérité. »

Cyril Ramaphosa, président de l'Afrique du Sud et président de l'Union africaine pour l'année 2020

## Introduction

Le continent africain est complexe et sa réalité est très éloignée des stéréotypes que présentent les médias occidentaux. Les récits optimistes parlent d'un développement dynamique, en particulier dans les villes en expansion. De nouveaux aéroports rutilants, des rues animées, des embouteillages et une jeunesse pleine de vitalité : il pourrait s'agir d'Addis-Abeba ou de Lusaka, de Nairobi ou de Lagos. Le continent connaît une large amélioration du bien-être humain, qui se reflète dans les indicateurs de santé tels que la mortalité infantile et l'espérance de vie. L'Afrique est en train de rattraper les moyennes mondiales.

Ceci s'explique en grande partie par le fait qu'il est plus facile d'améliorer les services de base à des niveaux de développement faibles. Pour la plupart des autres indicateurs, tels que le revenu moyen, l'écart entre l'Afrique et le reste du monde s'agrandit. En ce qui concerne des mesures telles que le nombre moyen d'années d'études, cet écart est aussi important aujourd'hui qu'il y a 50 ans. L'impact de la COVID-19 devrait accroître cette disparité.

L'Afrique a de nombreux projets et de nobles objectifs qui se concrétisent rarement. Parmi eux, on peut citer le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et l'Agenda 2063, la vision de développement à long terme de l'Union africaine.

*Africa First!* utilise les prévisions de la plateforme de modélisation d'International Futures (IF), développée par le Frederick S Pardee Center for International Futures de Josef Korbel School of International Studies, de l'Université de Denver. Le livre analyse la trajectoire de développement actuelle du continent et propose des solutions pour réaliser son potentiel. Il répond à trois questions :

- Où en est l'Afrique aujourd'hui et comment l'expliquer ?
- Où l'Afrique en sera-t-elle en 2040, selon nous ?
- Que faire pour améliorer cette trajectoire ?

L'ouvrage se penche sur l'histoire récente de l'Afrique et sur sa situation actuelle. Il examine l'impact potentiel du changement climatique, des conflits, d'un ordre mondial en évolution, de l'intégration commerciale et des opportunités que représentent les technologies.

Jakkie Cilliers projette ensuite la trajectoire actuelle jusqu'en 2040 et s'en sert comme référence pour modéliser 11 interventions nécessaires pour améliorer rapidement le bien-être des Africains ; démographie, santé et infrastructures de base, éducation, agriculture, impact des aides sociales, industrie manufacturière,

Figure 1: Les onze interventions modélisées dans *Africa First!*



avancées technologiques, commerce, sécurité, gouvernance et soutien extérieur. Nombre de ces interventions sont interdépendantes et leurs effets diffèrent selon le stade de développement des pays.

*Africa First!* conclut par un scénario ambitieux mais réaliste des perspectives de croissance économique de l'Afrique, d'amélioration du revenu moyen et de réduction de la pauvreté et des inégalités à l'horizon 2040.

## Affronter la diversité de l'Afrique

Aucun système de prévision ne peut rendre justice à la richesse de la diversité de l'Afrique, avec ses 55 pays, ses milliers de langues et ses si nombreuses cultures. *Africa First!* explore donc les tendances en utilisant les classifications de la Banque mondiale pour les groupes de revenus afin de comparer la structure des économies, les niveaux de revenus, l'éducation et l'accès aux infrastructures entre des pays ayant le même niveau de développement économique.

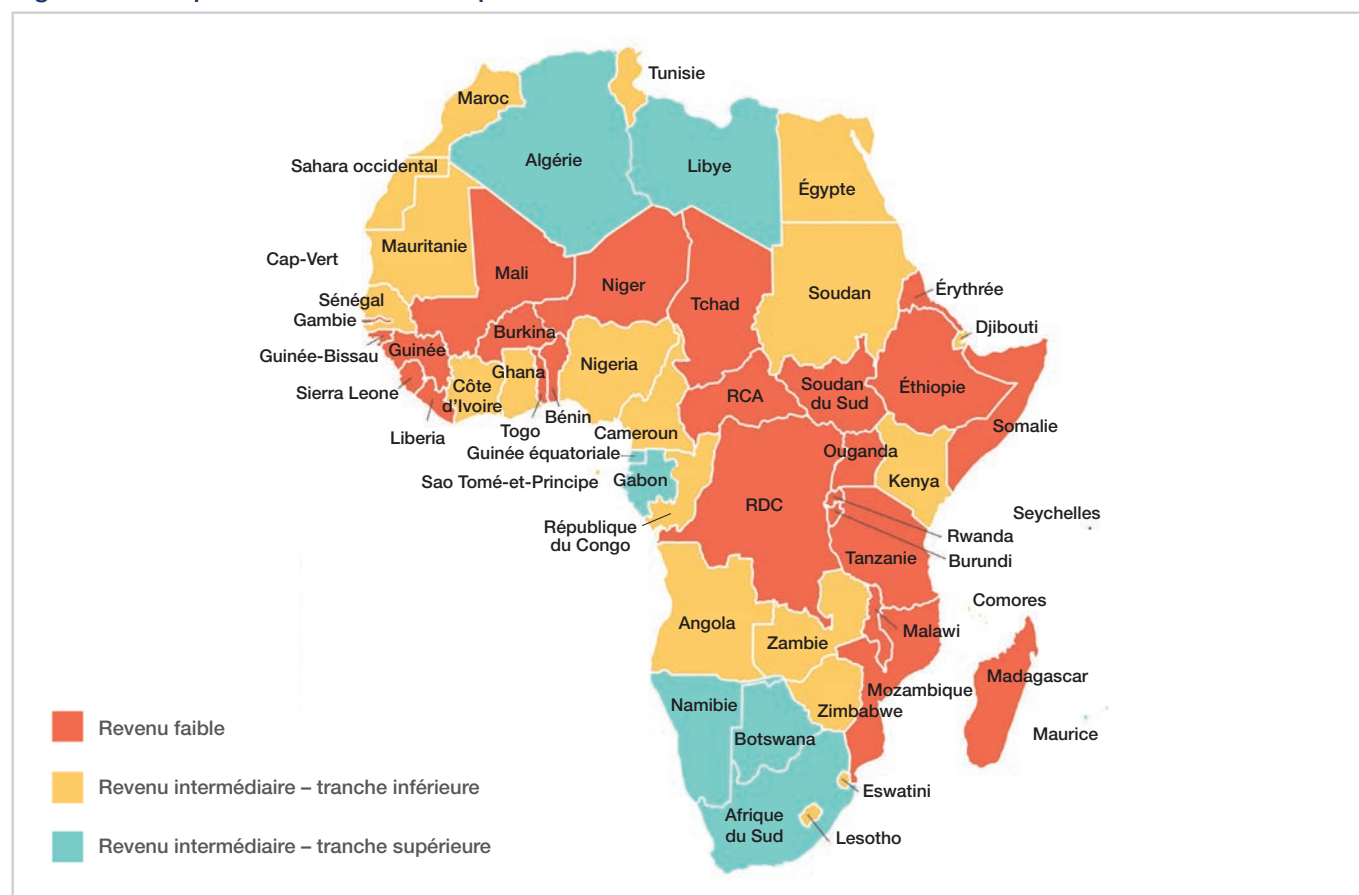
Sur 31 pays à faible revenu dans le monde, 24 se trouvent en Afrique. Le continent compte aussi 21 des 47 pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, et seulement huit des 60 pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Sur les 80 pays à revenu élevé, un seul se situe en Afrique, l'État insulaire des Seychelles (figure 2).

## Un fossé qui se creuse

Le fossé qui se creuse entre l'Afrique et le reste du monde et les mesures pour le combler sont des thèmes régulièrement abordés dans *Africa First!*

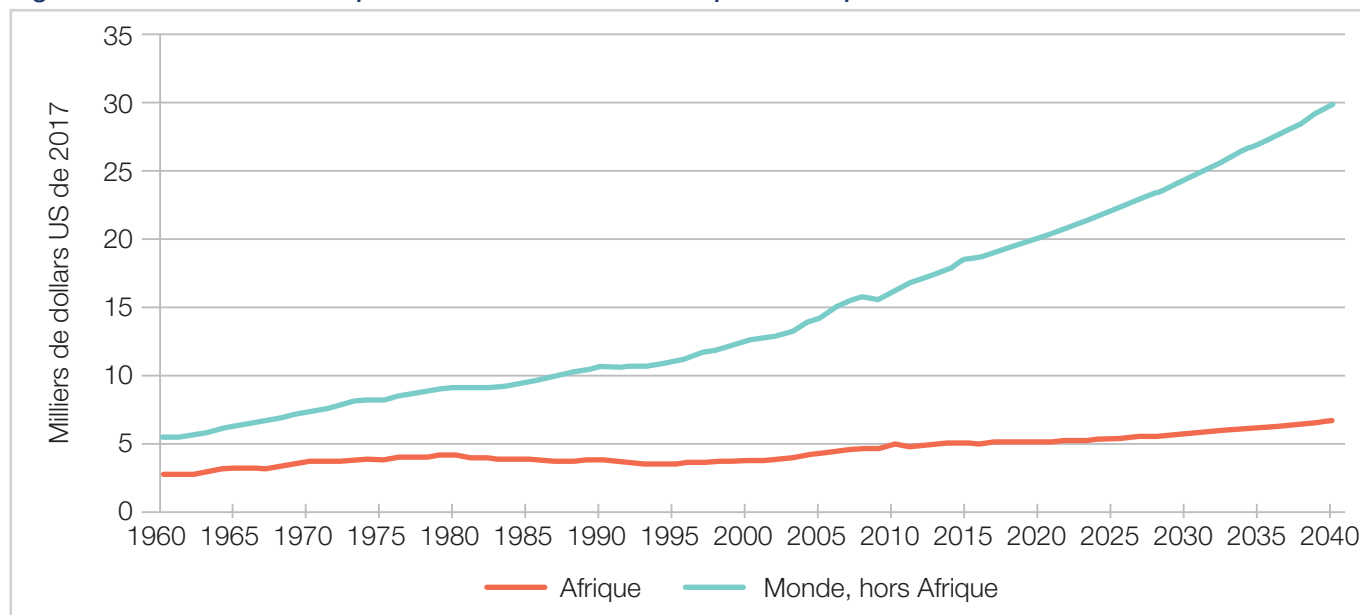
En 1960, le PIB par habitant en Afrique équivalait à environ la moitié de la moyenne mondiale. Ce chiffre est resté relativement constant jusqu'à la fin des années 1970. À partir de 1993 cependant, le PIB par habitant en Afrique a chuté pour ne plus représenter que moins d'un tiers de la moyenne mondiale. Il devrait encore baisser pour atteindre moins d'un

Figure 2 : Groupes de revenus en Afrique



Source : Groupes de pays et de prêts de la Banque mondiale, <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519-world-bank-country-and-lending-groups>

Figure 3 : Prévisions du PIB par habitant à l'horizon 2040 pour l'Afrique et le reste du monde



quart d'ici 2040, projetant nettement une divergence croissante (figure 3).

Entre 2020 et 2040, avec des prévisions de croissance économique moyenne de 4,3 %, l'Afrique accuse un retard encore plus important, alors que son économie devrait progresser de plus de 130 %.

Étant donné que la population de l'Afrique aura augmenté de 82 %, le revenu moyen ne croîtra que de 30 %, contre une hausse de près de 150 % dans le reste du monde. La progression de l'écart entre les revenus moyens est en corrélation avec de nombreux autres indices, tels que ceux de l'éducation et de la santé.

Il est nécessaire d'entreprendre un changement radical. Continuer sur la même voie ne mènera pas à des progrès tangibles. L'élan d'une population en plein essor, la croissance de la Chine et de l'Inde et la rapidité des changements technologiques offrent des opportunités à l'Afrique en matière de production d'électricité, d'expansion des réseaux de communication et d'amélioration de l'accès aux services financiers. Mais l'Afrique pourrait se retrouver encore plus à la traîne si elle ne saisit pas ces opportunités.

### Bien comprendre le retard de développement de l'Afrique

De nombreuses études ont cherché à expliquer pourquoi la pauvreté persistait plus en Afrique que dans

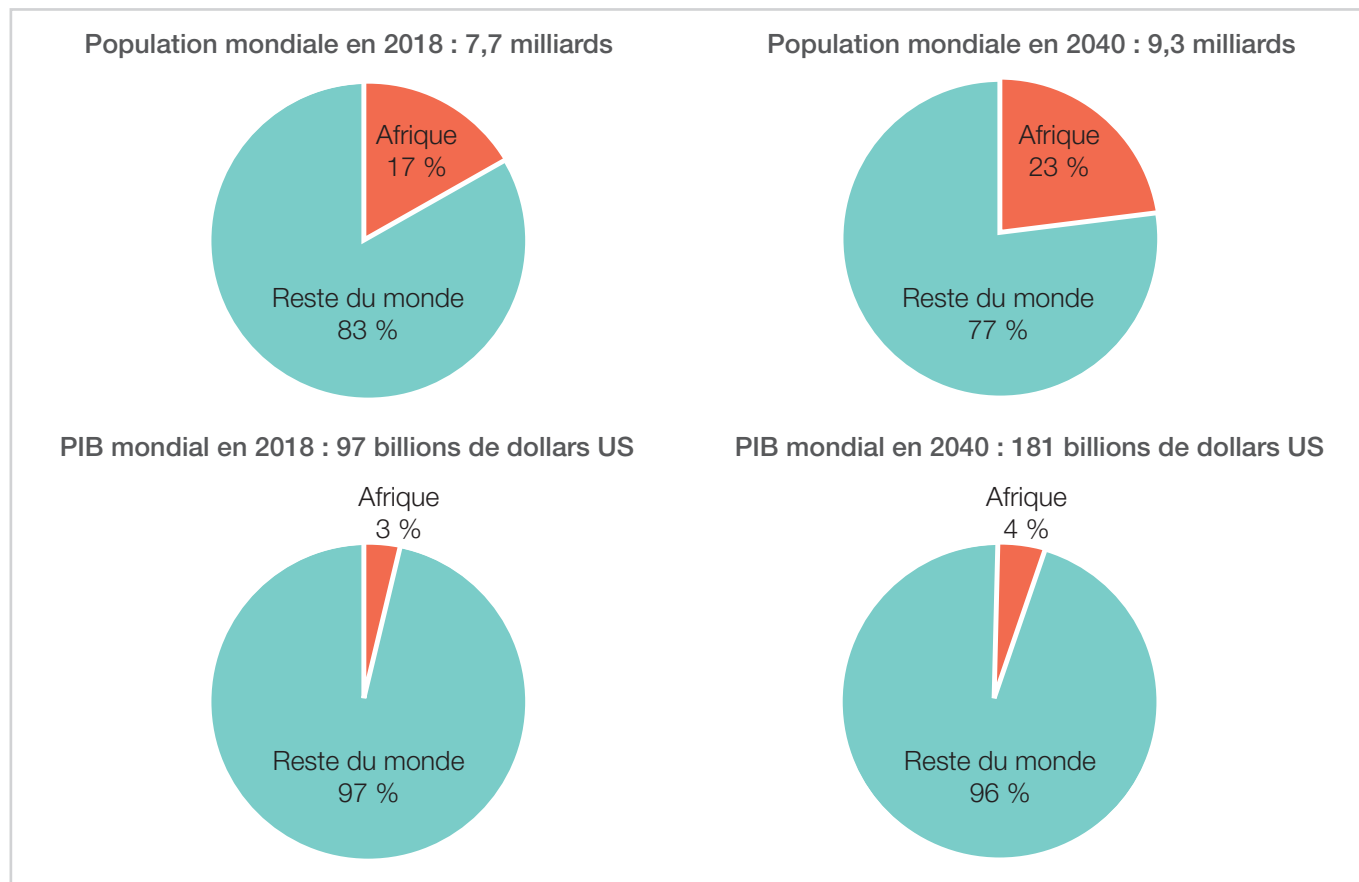
d'autres régions du monde. À la base, il y a l'impact des interventions extérieures (l'esclavage et le colonialisme) et, après les indépendances, les contraintes de la Guerre froide. Le processus d'un schéma étatique imposé par l'extérieur, qui s'est substitué à la formation organique de l'État, continue de hanter le continent, même si son impact a diminué au fil du temps.

Le revenu moyen de l'Afrique augmentera de 30 % d'ici 2040, contre 150 % pour le reste du monde

Maîtrisant peu son destin et handicapé par la médiocrité de ses dirigeants, il n'est pas surprenant que le continent soit voué à manquer l'objectif principal de l'Agenda des Nations unies pour le développement durable à l'horizon 2030, à savoir l'élimination de l'extrême pauvreté. Au lieu de diminuer, le nombre d'Africains extrêmement pauvres aura augmenté d'ici 2030, et ce, malgré la richesse de l'Afrique en terres fertiles, en ressources et en potentiels.

La divergence croissante entre l'Afrique et le reste du monde se reflète dans son rôle marginal dans l'économie mondiale. En 1960, la participation de l'économie de l'Afrique à l'économie mondiale représentait un peu moins de 3 %. Soixante ans plus tard, elle est restée

Figure 4: Afrique, population mondiale et PIB en 2018 et en 2040



pratiquement identique, alors que la part africaine dans la population mondiale a presque doublé, passant de 9 % à 17 % (figure 4).

Comparons avec les pays de l'Asie de l'Est, où des économies productives ont permis de faire progresser leur part dans la production économique mondiale d'environ 11 % en 1960 à plus de 30 % aujourd'hui, alors même que leur part dans la population mondiale a diminué. L'Afrique a reçu un total cumulé de 2,3 billions de dollars US d'aide au cours de cette période, dont l'impact semble limité. Les Africains ne développent pas l'Afrique et il est temps qu'ils le fassent.

Le monde actuel est caractérisé par des changements sans précédent dans le poids économique mondial. D'ici 2040, l'Asie, qui sera désenclavée par le projet chinois de « nouvelle route de la soie », aura une économie environ 12 fois plus importante que celle de l'Afrique.

En 2040, la population africaine aura franchi la barre des deux milliards d'habitants et sera nettement plus importante que la population indienne ou chinoise.

Le Nigeria comptera à lui seul 330 millions d'habitants, devenant le quatrième pays le plus peuplé après l'Inde, la Chine et les États-Unis. Mais en raison de ses faibles perspectives de croissance, le Nigeria représentera moins de 1 % de l'économie mondiale et il est peu probable qu'il émerge, même en tant que puissance moyenne mondiale.

### Dépendance à l'égard des produits de base et structure économique

La lenteur du développement du continent s'explique par la structure improductive des économies africaines.

Le secteur africain des services, avec les banques, les loisirs, le tourisme, les transports et l'alimentation, constitue le premier secteur économique en valeur, nettement plus important que l'agriculture et l'industrie manufacturière.

Dans les pays développés, le secteur des services accroît la productivité économique, à l'inverse de l'Afrique où les services bas de gamme dominent, la

plupart dans l'économie informelle. Ainsi, l'expansion rapide du secteur des services bas de gamme en Afrique et la réduction de secteurs industriels de niveaux déjà modestes, ont freiné l'amélioration de la structure productive des économies africaines.

L'industrie manufacturière est six fois plus productive que l'agriculture. Cependant, la croissance de l'industrie africaine est limitée par les importations en provenance d'Asie du Sud-Est et la dépendance croissante de l'Afrique à l'exportation des produits de base.

Avec de très faibles niveaux d'infrastructures de base, telles que l'accès à l'eau potable et l'assainissement, l'Afrique connaît une morbidité élevée et sa population est plus vulnérable à l'impact du changement climatique que les habitants d'autres régions. La pandémie de COVID-19 a révélé la nécessité d'investir pour améliorer les soins de santé et les infrastructures de base.

## L'importance de la démographie

Au cœur des sous-performances de l'Afrique, la démographie compte parmi les facteurs les moins pris en compte dans les perspectives de développement du continent. La dure réalité est que le développement de l'Afrique est limité par sa lente transition démographique vers une structure démographique plus productive avec une population en âge de travailler plus importante que le nombre de personnes à charge. Sa forte population de jeunes devrait être un moteur de croissance, mais elle augmente si rapidement qu'elle constitue un frein pour la productivité.

Le ratio entre personnes en âge de travailler et personnes à charge augmente seulement lorsque le taux de fécondité chute en dessous de 2,8 enfants par femme

Les économies se développent grâce à l'augmentation de la contribution du travail, du capital, de la productivité et de la technologie. Aux niveaux de développement les plus faibles, la contribution du travail est la plus importante, souvent calculée en fonction de la taille relative de la population en âge de travailler. Une fois que les pays atteignent le statut de pays à revenu intermédiaire, la contribution du capital gagne en importance. Dans les économies à revenu élevé, c'est la technologie qui est généralement à l'origine des progrès de la productivité.

La clé de l'accélération de la croissance économique des Tigres asiatiques, du Japon et de la Chine réside dans l'augmentation rapide de la population active par rapport aux personnes à charge. Mais, en Afrique, ce n'est qu'aux alentours de 1987 que le rapport entre les personnes en âge de travailler et les personnes à charge a commencé à s'améliorer, bien que très lentement et partant d'un chiffre très faible.

Ce n'est que lorsque le taux de fécondité chute en dessous de 2,8 enfants par femme que le ratio personnes en âge de travailler par rapport aux

---

> 2  
milliards

EN 2040, LA POPULATION  
DE L'AFRIQUE SERA  
BEAUCOUP PLUS  
IMPORTANTE QUE CELLE  
DE L'INDE OU DE LA CHINE

---

personnes à charge augmente. La croissance s'accélère généralement à la suite de la modification de ces ratios provoquée par la contribution d'un plus grand nombre de personnes en âge de travailler à la croissance économique. Le problème est que l'Afrique n'atteindra ce ratio favorable qu'après 2050.

## Agriculture et industrie

Les mauvaises performances de l'agriculture et de l'industrie manufacturière expliquent également la faible croissance de l'Afrique. L'agriculture est un pilier de l'économie africaine, mais les rendements par hectare y sont les plus faibles au monde et s'améliorent bien plus lentement que dans le reste du monde.

La plupart des pays africains sont aujourd'hui des importateurs nets de denrées alimentaires, alors que le continent dispose de millions d'hectares de terres arables dont l'énorme potentiel est inexploité. Le déficit commercial net actuel de l'Afrique dans le secteur agricole avoisine les 100 milliards de dollars par an et devrait quadrupler d'ici 2030. Les exportations des produits alimentaires sont éclipsées par la valeur des importations, et le continent perd beaucoup plus de denrées alimentaires en termes de déchets postproduction que toute autre région.

Malgré les nombreuses discussions sur l'importance de l'agriculture, la plupart des gouvernements africains en réalité ne se soucient guère de l'amélioration des petites et moyennes exploitations agricoles qui sont le fondement d'une révolution agricole.

La sécurité alimentaire constitue la base de la transition économique de chacun des pays à revenu élevé qui réussissent aujourd'hui, comme les États-Unis, la France et l'Australie. Il en va de même pour les pays en développement tels que la Chine, l'Inde et le Brésil.

L'impact à venir du changement climatique sur les rendements agricoles en Afrique est très incertain, mais nous devons tenir compte des évolutions des températures et des précipitations, ainsi que des événements extrêmes tels que les inondations, les tornades et les sécheresses. Un potentiel technologique important existe, qui permettrait d'accroître la production agricole. Dans certaines régions, l'agriculture pourrait même reproduire celle des Pays-Bas qui, malgré sa modeste superficie foncière, est le deuxième exportateur

agricole du monde. Il faudra donc modifier radicalement les pratiques actuelles, notamment en ce qui concerne la propriété foncière et la sécurisation de l'occupation des sols, et utiliser des variétés mieux adaptées aux conditions locales.

Le dynamisme du secteur manufacturier stimule la productivité dans toute l'économie, grâce aux liens qui alimentent la croissance dans d'autres secteurs. Or, non seulement le secteur manufacturier africain est moins important que celui d'autres régions, mais sa part dans l'économie totale est également en déclin après avoir atteint un pic vers 1988, en dessous de 15 % du PIB. Cela explique pourquoi il n'a entraîné ni la productivité, ni l'emploi, ni l'innovation.

Peu de gouvernements africains s'intéressent à l'amélioration de l'agriculture, qui fonde pourtant toute révolution agricole

L'Afrique doit saisir l'opportunité des énergies renouvelables et la promesse de la quatrième révolution industrielle afin d'accroître rapidement sa productivité et de créer bien plus d'emplois. À l'inverse, le continent semble être sur une trajectoire de croissance des services et des produits à faible productivité, accompagnée d'une lente progression. La trajectoire de l'Afrique est certes ascendante, mais les perspectives d'amélioration des moyens de subsistance seront modestes sans une transition plus rapide vers une productivité plus élevée.

Quatre chocs récents ont également freiné le développement de l'Afrique :

- Les pays d'Afrique du Nord et la région du Sahel ont connu des bouleversements à la suite du Printemps arabe entre 2010 et 2012.
- Les pays exportateurs de pétrole ont été touchés par la forte baisse des cours du pétrole due à l'exploitation pétrolière et gazière aux États-Unis.
- Les effets persistants de la crise financière mondiale de 2007–2008, bien que le faible niveau d'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale l'ait relativement



protégée. La croissance moyenne de l'Afrique entre 2010 et 2017 n'atteignait que 3,2 %.

- La pandémie de COVID-19, qui fera perdre au continent plusieurs années de développement. Les taux de croissance devraient s'effondrer en 2020, ce qui aura des conséquences à long terme sur les revenus et la pauvreté.

## Comment révolutionner la croissance en Afrique ?

Les gouvernements africains doivent intervenir dans de nombreux domaines et rechercher le meilleur retour sur investissement des rares ressources disponibles dans l'éducation, la santé et les infrastructures.

Ils doivent comprendre et définir le rôle du secteur privé, l'importance du commerce, des investissements directs étrangers et la contribution des partenaires de développement. Le rôle des dirigeants et des gouvernements est crucial. L'Afrique a besoin de gouvernements forts et soucieux du développement, qui investissent constamment dans la génération de connaissances et qui mènent des politiques économiques favorisant la collaboration stratégique entre gouvernements et secteur privé. Ce qui n'est pas la norme. La qualité de la gouvernance s'améliore, mais elle doit progresser bien plus rapidement. L'Afrique a la population la plus jeune du monde, mais elle est entre les mains des dirigeants les plus âgés.

Contrairement à l'Asie, où l'industrialisation et la démocratisation se sont généralement déroulées de manière séquentielle, l'Afrique doit relever à la fois le défi de la démocratisation et celui du développement. Ceci exige un vrai leadership politique de la part d'hommes et de femmes qui représentent une population possédant une conscience technologique et sociale.

L'Afrique a besoin de gouvernements forts et soucieux du développement, qui encouragent la collaboration avec le secteur privé

Les transitions modélisées dans *Africa First!* montrent l'impact d'une inversion de la dépendance croissante de l'Afrique aux produits de base et d'une diversification économique réussie. Elle peut y parvenir en exploitant son dividende démographique, en faisant des bonds technologiques et en bénéficiant de l'intégration commerciale grâce à la mise en œuvre rapide de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

La quatrième révolution industrielle permet aux services de devenir plus rapidement une source dominante d'emploi et de croissance. Néanmoins, l'industrie manufacturière reste très importante car elle facilite et encourage la productivité du secteur agricole, ainsi que le développement de services haut de gamme, tels que la finance, qui sont les moteurs de la croissance.

Dans son ensemble, *Africa First!* porte sur la nécessité de progresser en partant de la base et de régler la question des fondamentaux. L'Afrique doit



L'AFRIQUE DOIT PROGRESSER  
EN PARTANT DE LA BASE  
ET POURVOIR AUX  
BESOINS FONDAMENTAUX

investir dans les infrastructures telles que l'électricité, l'assainissement, l'eau et les routes, ainsi que dans l'alphabétisation et l'enseignement primaire, avant d'investir trop massivement dans de grands projets industriels. Il est important de trouver le bon équilibre.

L'Afrique peut bénéficier de manière significative des nouvelles technologies pour évoluer plus rapidement et à moindre coût, comme la fourniture d'électricité par les énergies renouvelables et les mini-réseaux décentralisés. L'accès à l'électricité et à l'internet peut favoriser un passage au numérique plus rapide et ainsi apporter une contribution particulière à la capacité des gouvernements et à la croissance économique. La transformation numérique de l'Afrique nécessitera toutefois d'énormes investissements pour rendre l'internet accessible. Le potentiel existe grâce à des entreprises comme SpaceX, OneWeb ou d'autres, qui promettent une couverture internet mondiale par satellite d'ici quelques années.

### L'absence d'infrastructures de base comme l'accès à l'eau potable entrave désormais la réduction des risques de la COVID-19

Les gains d'efficacité qu'offre la technologie permettront d'enregistrer les informations d'état civil telles que les naissances, procurant ainsi aux personnes une identité légale qui facilitera leur accès aux services publics et financiers, à l'éducation, à la retraite, à la protection sociale et à la santé. Ainsi, les nouvelles technologies contribueront-elles à rendre formel le secteur informel, ce qui est positif car les travailleurs du secteur formel des pays africains sont quatre à cinq fois plus productifs que ceux du secteur informel.

La nécessité pour l'Afrique de réduire les taux de fécondité et de procéder à une urbanisation plus rapide mais planifiée sous-tend tout cela. Il faut mettre en place des droits fonciers urbains et un marché formel qui permettent le transfert sécurisé de la propriété, afin que le foncier puisse servir d'actif négociable et stimuler l'investissement privé.

L'urbanisation productive nécessite des investissements dans les infrastructures de base telles que le revêtement des chaussées, l'eau courante, l'assainissement et les

raccordements à l'électricité dès les premiers stades de la croissance urbaine. C'est l'occasion de renforcer la résilience climatique d'un continent qui sera gravement touché par le changement climatique.

Les villes se développent en formalisant les pratiques commerciales, en augmentant l'assiette fiscale et en améliorant l'efficacité et la productivité. Dans les villes encombrées et sans plan d'urbanisation, les coûts de production sont plus élevés et il y est généralement impossible de produire des biens pour commercer sur les marchés internationaux. Une fois qu'un quartier informel a atteint la taille de Khayelitsha au Cap, ou de Kibera à Nairobi, il devient très difficile de les équiper de réseaux d'assainissement ou de construire des routes correctes.

De plus, en l'absence d'eau potable et d'installations sanitaires adéquates, il faut voir dans quelle mesure la médecine moderne peut contrer la menace de maladies. Elle en a été incapable avec la COVID-19, et l'absence de services de base, tels que l'accès à l'eau potable, constitue aujourd'hui un obstacle majeur pour limiter la maladie.

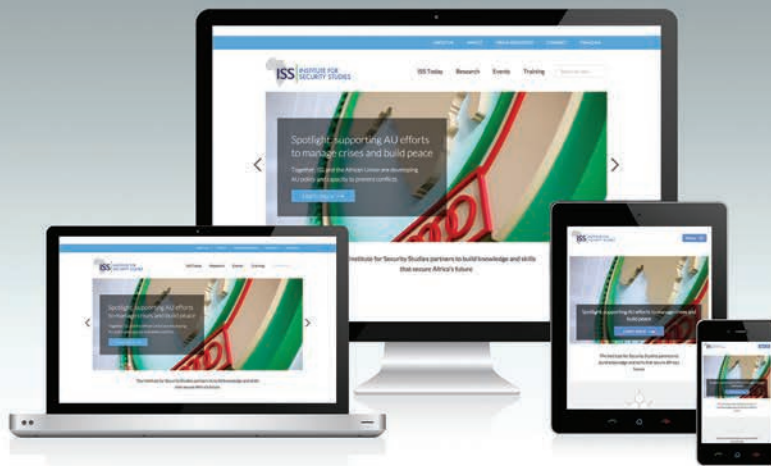
L'Afrique continuera à bénéficier de ses produits de base. L'essor de l'Inde pourrait à nouveau voir une explosion des ressources mondiales autour de 2028, de sorte que les revenus de l'extraction des ressources pourraient soutenir les investissements dans les infrastructures et la diversification de l'économie. Cela ne sera possible que si les pays africains commercent davantage entre eux et que l'Afrique s'industrialise et s'engage sur une trajectoire de croissance soutenue par l'industrie manufacturière, tout en ouvrant des possibilités dans le secteur des services.

L'Afrique doit investir dans l'éducation, permettre le transfert de connaissances en encourageant un afflux de travailleurs qualifiés, et stimuler la génération de connaissances nationales par la recherche, l'innovation et l'esprit d'entreprise.

Les pays africains ont également besoin d'un leadership moderne, responsable et honnête, capable de répondre aux aspirations des jeunes. Ils ont besoin de dirigeants qui respectent la limite constitutionnelle du nombre de mandats et qui se tournent vers l'avenir et non vers le passé. Ici, l'appel de Nelson Mandela prend tout son sens : ne pas rejeter sur autrui la faute de notre condition et ne pas demander à autrui d'assumer la responsabilité de notre développement, mais devenir les maîtres de notre propre destin.

Visitez notre site web pour obtenir les analyses, commentaires  
et informations les plus récents

L'Institut d'études de sécurité crée des partenariats afin de renforcer les  
connaissances et les compétences nécessaires à l'avenir de l'Afrique



**1<sup>e</sup> étape** Rendez-vous sur [www.issafrica.org/fr](http://www.issafrica.org/fr)

**2<sup>e</sup> étape** Abonnez-vous en remplissant les  
informations en bas à droite de la page  
d'accueil du site de l'ISS



## À propos de l'auteur

Le Dr Jakkie Cilliers est le fondateur et l'ancien directeur exécutif de l'Institut d'études de sécurité (ISS). Il est aujourd'hui président du conseil d'administration de l'ISS et dirige le programme Futurs africains et Innovation (AFI). L'ouvrage *Africa First!* s'appuie sur dix ans de travail de l'AFI sur les perspectives de l'Afrique.

## À propos des Notes d'analyse de l'ISS

Les *Notes d'analyse* proposent des analyses concises visant à éclairer les débats actuels et la prise de décision. Les principales conclusions ou recommandations sont énumérées en deuxième de couverture, et des infographies permettent au lecteur de saisir rapidement les points essentiels.

La présente note d'analyse résume certains des aspects les plus importants du livre *Africa First!* publié en Afrique du Sud en 2020 par Jonathan Ball Publishers, une filiale de Media24 (Pty) Ltd. Cet ouvrage est disponible dans les principales librairies d'Afrique du Sud et dans le monde entier sur Amazon.



**JONATHAN BALL PUBLISHERS**  
JOHANNESBURG ET LE CAP

## À propos de l'ISS

L'Institut d'études de sécurité (ISS) crée des partenariats afin de développer les connaissances et les compétences nécessaires à l'avenir de l'Afrique. L'ISS est une organisation africaine à but non lucratif. Ses bureaux sont situés en Afrique du Sud, au Kenya, en Éthiopie et au Sénégal. Grâce à ses réseaux et à son influence, l'ISS propose aux gouvernements et à la société civile des recherches politiques opportunes et crédibles, ainsi que des formations pratiques et une assistance technique.

## Partenaires de développement



Cette note d'analyse est financée par la Fondation Hanns Seidel et Sida. L'ISS remercie les membres du Forum de partenariat de l'ISS de leur soutien : la Fondation Hanns Seidel, l'Union européenne et les gouvernements du Canada, du Danemark, de la Finlande, de l'Irlande, des Pays-Bas, de la Norvège, de la Suède et des États-Unis.

© 2020, Institut d'études de sécurité

Le droit d'auteur sur l'ensemble du volume appartient à l'Institut d'études de sécurité et à l'auteur, et aucune partie ne peut être reproduite en tout ou en partie sans l'autorisation expresse, par écrit, de l'auteur et des éditeurs.

Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles de l'ISS, de ses administrateurs, des membres du Conseil consultatif ou des bailleurs. Les auteurs contribuent aux publications de l'ISS à titre personnel.

Image de couverture : Jonathan Ball Publishers

ISSN 2617-829X Impression  
ISSN 2617-8303 Numérique



9 772617 830004